



BRITISH EMBASSY

35, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75383 Paris Cedex 08

Telephone : 42 66 91 42

R. Powell

Foster

Bernard Ingham Esq
Press Office
10 Downing Street
London SW1

Your reference

Our reference INF 300/3

Date 9 December 1986

Jan 10/12

Dear Bernard

PRIME MINISTER'S INTERVIEW WITH LE POINT

1. The interview with the Prime Minister by MM Colomès and Roche duly appeared in the issue of "Le Point" dated 1 December. A copy is enclosed.

2. Comparing the published version in French with the COI's radio transcript, such differences as there are are mainly editorial in the interests of compression. There are one or two minor changes : France and Britain are described as "moyennes" powers rather than "small" nations ; the Prime Minister's firm reply "No I do not", when asked if she agreed with the Giscard notion of a President of Europe, has turned out "J'y suis totalement opposée" ; and "it just will not gel" has become, rather imaginatively, "ce genre de mayonnaise ne prendra pas".

3. Specifically omitted are the Prime Minister's responses on :
- the Falklands
- what she associates with France
- achievements and aims on the internal scene

and the phrase "I cannot speak for France" in connection with Syria and terrorism.

4. Of the written questions and answers agreed beforehand, only Nos 2, 3 and 4 on the EEC (sidelined on page 92), and included and then in slightly condensed form. But the replies to Q14 and Q12 have been partially drawn upon (p.92, top of second column ; and p.93, top of first column).

5. Otherwise the interview has been pretty faithfully rendered.

6. The accompanying feature has rather light-weight pieces on Grantham and Mrs Thatcher ; Glasgow ; and Winchester. The intended sharp contrast between Glasgow and Winchester was intentionally slanted to depict Glasgow, despite its problems, as the more interesting and attractive city.

cc WED, FCO

News Dept, FCO

*Yours ever
Pat*

P J Roberts

Défense-terrorisme

Thatcher joue l'Europe

Margaret Thatcher reçoit cette semaine à Londres les chefs d'État et de gouvernement de la CEE. En exclusivité pour « Le Point », elle s'explique sur la défense, l'Europe, le terrorisme.

Le 5 décembre, Margaret Thatcher recevra chez elle, à Londres, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté. Pour l'hôtesse du 10 Downing Street, présidente en exercice de la CEE, jouer ainsi un premier rôle international, même s'il n'est pas une nouveauté, doit être une satisfaction d'autant plus vive qu'il consacre une longévité exceptionnelle — sept ans — à la tête du gouvernement d'un pays démocratique européen ; démontre que, en dépit d'un sens aigu de l'identité nationale britannique, la Dame de fer a appris à surmonter ses obsessions comptables, pour se convertir, par réalisme, à l'idée européenne ; souligne que, malgré son rang économique de puissance ordinaire, la Grande-Bretagne garde des atouts maîtres dans le jeu diplomatique et stratégique mondial.

La mission de *go between*, de messenger, que le Premier ministre vient de remplir à Camp David atteste de l'importance de ce dernier rôle : Margaret Thatcher est en

effet allée plaider devant le président Reagan la cause d'une Europe troublée par les propositions, pour le moins hâtives, faites à Gorbatchev, en Islande, sur un démantèlement total des fusées nucléaires ; propositions en apparence exaltantes, à ceci près qu'elles mettent les Européens à la merci des armes conventionnelles soviétiques...

C'est d'abord de ce problème, qui l'inquiète autant que François Mitterrand et Jacques Chirac, qu'elle était venue leur parler (en même temps que de l'Europe et du terrorisme), l'autre semaine à Paris, avant de répondre en exclusivité aux questions du *Point*.

Le Point : Après votre récente visite à Ronald Reagan, percevez-vous une évolution de la position des États-Unis, en matière stratégique, depuis le sommet américano-soviétique de Reykjavik ?

Margaret Thatcher : Oui, les États-Unis comprennent mieux aujourd'hui certains

des impératifs européens en matière de défense, qui, à bien des égards, ne peuvent pas être identiques aux leurs, même si nous appartenons à la même alliance. Soyons clairs : il ne s'est rien passé à Reykjavik, car Reykjavik n'a pas donné lieu à des décisions, rien qu'à des propositions, qui d'ailleurs tenaient compte de l'Initiative de défense stratégique (IDS). Donc, rien ne s'y est vraiment passé. D'ailleurs, ces questions de démantèlement des arsenaux stratégiques, lorsqu'il s'agit ainsi d'aller jusqu'aux moindres détails, sont du ressort d'une véritable négociation, et non pas de sommets entre Américains et Soviétiques à ce niveau.

Avec le président Reagan, à Camp David, nous avons examiné nos priorités et nous avons clairement souligné le caractère global du concept de sécurité. On ne peut changer une composante de cette sécurité sans se préoccuper des conséquences sur les autres et sans s'assurer que pour chacune, et chaque jour, on est cor-

MARGARET THATCHER AVEC MICHEL COLOMÈS ET MARC ROCHE

« La dissuasion nucléaire ne peut reposer seulement sur un mélange de bombardiers et de missiles de croisière »



PHOTO: BUCHMANN

rectement protégé. Enfin, préserver notre sécurité, ce n'est pas seulement regarder le nucléaire, c'est aussi tenir compte du conventionnel et du chimique. [NDLR : domaines dans lesquels l'URSS a une supériorité écrasante.]

Q. : Même s'il ne s'est agi en Islande que de propositions et non d'accord avec les Soviétiques, l'offre américaine de liquider toutes les armes nucléaires n'est-elle pas dangereuse pour la sécurité de l'Europe ?

R. : C'est la proposition d'annulation des missiles balistiques au-delà des 50 % prévus qui me préoccupait beaucoup, en dépit de la réaffirmation par le président Reagan que la dissuasion nucléaire demeurerait la pierre angulaire de la stratégie de l'Otan et que celle-ci devait reposer sur un assortiment d'armes nucléaires. Il me semble que, dans cet ordre d'idées, les Américains ont envisagé un moment un mélange de bombardiers et de missiles de croisière. Une semblable combinaison est insuffisante.

Depuis, leur position a évolué, semble-t-il. Ils admettent qu'un certain nombre de missiles balistiques sont nécessaires, ce qui est mon avis. Les missiles balistiques sont dotés d'une portée et d'une capacité de pénétration de loin supérieures à celles des avions et des fusées.

Q. : Les Américains semblent d'accord pour ne pas inclure les forces de dissuasion française et britannique dans la négociation jusqu'à ce que soit obtenue une diminution de 50 % des arsenaux stratégiques américain et soviétique. Les Soviétiques sont-ils d'accord ? Et, surtout, cela ne veut-il pas dire implicitement qu'après ces 50 % ces forces feront l'objet de discussions ?

R. : Le président Reagan accepte en effet que les forces britannique et française soient exclues des négociations portant sur les premiers 50 %. Et Gorbatchev aussi, je pense. Mais, même en cas d'accord sur cette première tranche, ce qui n'est pas pour demain, l'inclusion automatique des forces de dissuasion indépendantes dans les pourparlers n'est pas du tout certaine. Des puissances moyennes comme la France et la Grande-Bretagne ont besoin d'un arsenal nucléaire dissuasif indépendant. C'est leur seul moyen de tenir tête aux super-grands ; quoi qu'il arrive, nous devons avoir une force de dissuasion minimale et qui soit irréductible.

Q. : Etes-vous plus favorable aujourd'hui que dans le passé à un resserrement des liens militaires, notamment sur le plan nucléaire, entre la France et la Grande-Bretagne ?

R. : Rien n'a vraiment changé à ce sujet. Des rencontres bilatérales portant sur les problèmes de sécurité ont eu lieu régulièrement depuis des années. Les Français ont opté pour un système de dissuasion différent du nôtre. La Grande-Bretagne a choisi de moderniser sa force de frappe en acquérant le Trident américain. Notre



“ Soyons clairs :
il ne s'est rien passé
à Reykjavik ”

arsenal est totalement indépendant, et la décision finale quant à son utilisation est l'affaire du gouvernement britannique, et de lui seulement, même si cette force nucléaire est au service de l'Otan.

Q. : Comment un Premier ministre britannique peut-il se rendre à Washington pour réclamer du président Reagan qu'il revienne sur son offre de liquider toutes les armes nucléaires, alors qu'une majorité de ses compatriotes est opposée au maintien d'une force de frappe indépendante ?

R. : Dans sa majorité, le public soutient la dissuasion nucléaire. L'électorat nous a plébiscités en 1983 et il le fera à nouveau lors du prochain scrutin. [NDLR : au plus tard, en juin 1988.] La dissuasion nucléaire nous a garanti plus de quarante années de paix. On ne peut laisser notre défense aux seules armes conventionnelles qui sont terrifiantes, et peuvent tuer des millions et des millions de gens. Les horreurs d'une guerre classique aujourd'hui sont sans aucune mesure avec celles du dernier conflit mondial.

Q. : Etes-vous convaincue que l'IDS est un bon parapluie pour l'Europe ?

R. : Nous ne savons pas si ce concept est réalisable. Mais je suis favorable à la poursuite des efforts de recherche. D'abord, pour négocier sur le développement du système, il faut savoir si ce dernier est réalisable. Ensuite, vous ne vous en souvenez peut-être pas comme moi, mais nous ne serions pas là si Hitler avait eu le premier la bombe atomique. Pour-

tant, nous n'étions pas riches dans les années trente, nous ne disposions pas encore d'une technologie très sophistiquée. Malgré tout, ces recherches sur l'atome, nous les avons faites, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, chez vous. Et, Dieu merci, nous sommes allés plus vite que Hitler ; Dieu merci, nos pilotes ont eu la compétence, l'adresse et le courage qu'il fallait pour aller bombarder les laboratoires allemands dont nous savions qu'ils faisaient des travaux sur l'eau lourde. Pourquoi je vous dis cela ? Parce que lorsque notre liberté et notre sécurité sont en jeu, l'Occident doit être à la pointe de la technologie. Et j'espère que la France partage ce point de vue, et soutiendra les Etats-Unis.

Q. : Par nature, la construction européenne est un processus lent. Comment l'accélérer ?

R. : En choisissant de réaliser ensemble ce que nous faisons mieux que chacun de notre côté. C'est le cas de la lutte contre le terrorisme, la drogue, la réponse au défi technologique des Etats-Unis et du Japon, l'établissement d'un grand marché européen...

Q. : La création du marché unique sans frontières d'ici à 1992 est un bon exemple. Tout le monde y est favorable, mais le projet n'avance guère.

R. : Inexact. Des accords importants, comme celui sur les normes de diffusion directe par satellite, ont été conclus récemment. L'instauration d'un grand marché est laborieuse, se heurte à des intérêts sectoriels importants défendus par certains pays membres, alors que notre intérêt à tous est de développer les échanges intracommunautaires. A ce propos, j'aimerais obtenir prochainement un accord sur les tarifs des transports aériens.

Q. : Ne faut-il pas doter la CEE de crédits accrus, au lieu de limiter ses ressources budgétaires comme vous le souhaitez ?

R. : Les ressources disponibles de la CEE sont déjà passées de 1 % à 1,4 % des recettes de TVA, justement pour augmenter les crédits et transferts financiers. Et cela au moment où nous nous efforçons, dans tous les pays, de réduire l'impôt, au lieu de l'augmenter. Aujourd'hui, la moitié du budget de la CEE sert au stockage et à la liquidation des excédents agricoles, limitant d'autant les crédits alloués aux autres programmes. Dépenser davantage ne réglerait pas ce problème-là.

Q. : Que pensez-vous de l'idée de Valéry Giscard d'Estaing d'une relance de l'Europe grâce à l'élection, au suffrage universel, d'un président pour les Douze ?

R. : J'y suis totalement opposée. Ce genre de mayonnaise ne prendra pas, car la Communauté est un groupement d'Etats souverains, différents, avec une histoire, des traditions spécifiques. C'est totalement différent des Etats-Unis. La Communauté ne progressera qu'en allant dans la direction voulue par chacun, non pas en forçant notre nature.

Q. : Si la coopération politique mar- le pas, n'est-ce pas parce que vous avez en fait deux fidélités : l'Europe et les Etats-Unis ?

R. : Il est ridicule d'affirmer qu'une identité de vues, de tel ou tel, avec les Etats-Unis, sur certains problèmes, entrave la coopération politique entre les Douze.

Q. : Le terrorisme figure en bonne place de l'ordre du jour du Conseil européen de Londres, début décembre. Etes-vous satisfaite de la coopération communautaire dans ce domaine ?

R. : Absolument. La coopération en matière de lutte contre le terrorisme ne cesse de se développer. Mais cela ne m'empêche pas de me demander parfois : « Mon Dieu, y a-t-il autre chose à faire que nous n'ayons fait ? » Les différentes déclarations communes de cette année ne laissent planer aucun doute quant à notre volonté de combattre ce fléau. Tout membre de la Communauté, cible d'actions terroristes, peut compter sur une réaction de ses partenaires. C'est la leçon à tirer de l'affaire syrienne. Quand la France a été frappée par la dernière vague d'attentats, Chirac m'a téléphoné, et nous avons déclenché immédiatement le mécanisme de coopération en réunissant les ministres de l'Intérieur.

Q. : Les positions successives de la France dans l'affaire Hindawi vous ont-elles gênée ?

R. : A Londres, nous avons suivi le procès Hindawi jour après jour, et les débats judiciaires ont connu un grand retentissement. Après le verdict, nous avons immédiatement porté l'affaire au niveau européen. Or nos partenaires n'étaient pas totalement au courant de la gravité du forfait, de l'importance des preuves, de l'ampleur de l'implication des Syriens. Ils ont pris un certain temps pour étudier le dossier que nous leur avons transmis. Quand ce fut fait, les Européens ont réagi en prenant des mesures de représailles qui nous satisfont totalement.

Q. : Que pensez-vous de la distinction faite par les autorités françaises entre

l'implication « de Syriens » et celle du gouvernement de Damas proprement dit dans la tentative d'attentat contre l'avion d'EI Al ?

R. : Pour moi, la Syrie est responsable de cette tentative d'attentat. L'argument selon lequel l'ambassade syrienne s'est lancée dans cette action sans avoir reçu d'instructions de Syrie [from Syria] ne tient pas debout.

D'ailleurs, sur un plan plus général, on peut très bien à la fois lutter sans merci contre le terrorisme et continuer à œuvrer à la recherche d'une paix négociée au Proche-Orient.

Q. : Estimez-vous que le raid américain de représailles contre la Libye, en avril, a été aussi productif que l'a affirmé à l'époque le président Reagan ?

R. : En soutenant résolument les Etats-Unis lors de ce raid, nous avons pris la bonne décision. Quand vous êtes confronté à un Etat terroriste, ce qui est le cas de la Libye, dont le leader non seulement proclame son intention de soutenir des actes terroristes, mais s'en vante, vous devez réagir. Faute de quoi, il est gagnant. La décision des Etats-Unis de recourir à la force n'a pas été prise à la légère. Les terroristes doivent être conscients que nous sommes décidés à nous défendre. ●

(Interview recueillie par Michel Colomès et Marc Roche)



LE LOOK THATCHER

Une pensée émue pour la middle-class

le 13 octobre 1925, dans un deux-pièces sans eau chaude, WC sur le palier, au-dessus de la petite épicerie familiale. Le restaurant « Le Premier », qui, depuis, a remplacé la boutique, garde en souvenir un bout d'enseigne jauni : « Roberts Epicerie Alimentation ».

De son self-made man de père, Maggy a hérité une éducation stricte, le goût de l'effort et de la rigueur. Alfred, qui avait quitté l'école à 12 ans, était ambitieux pour ses deux filles. Actif sur les bancs tories du conseil municipal de Grantham, prêcheur méthodiste convaincu, et membre enthousiaste du Rotary Club, celui-ci a aiguillé tôt chez Margaret l'intérêt pour les affaires locales. Il faisait donner à sa fille des leçons privées d'élocution. « C'était une droguée du travail, qui savait ce qu'elle voulait », raconte John Foster,

62 ans, un voisin qui était en classe avec elle, et dont le père connaissait bien la famille Roberts. Car Maggy laisse le souvenir d'une enfant brillante : toujours première en classe, avec un an d'avance, boursière à l'âge de 18 ans pour Oxford (un fait rare à l'époque pour une provinciale)... Maggy reine des jeux à la récréation, vice-capitaine de l'équipe de hockey à l'école secondaire de Grantham, aussi assidue aux cours religieux du dimanche qu'à ceux de piano.

Qui, pourtant, aurait misé sur le destin national de la très jeune et malheureuse candidate tory de 24 ans (chimiste de profession) pour le siège de Dartford dans le Kent ? Margaret a rencontré sur les bancs de l'association conservatrice locale son futur mari, Denis Thatcher, riche patron d'une fabrique de peinture. Qui aurait parié, aussi, sur la carrière politique de ce député de Finchley (banlieue nord de Londres) et ministre — impopulaire — de l'Education, qui, sous prétexte de construire des écoles supplémentaires, avait fait supprimer leur ration de lait aux petits Anglais en 1972 ? Mais Grantham, après tout, a vu bien d'autres grands esprits sortir de ses maisons à colombage : Isaac Newton, le savant génial inspiré par la pomme, allait à King's School, l'école secondaire de garçons. A la Maison du tourisme, on prétend même que c'est surtout pour lui que les touristes viennent. ● EMMANUELLE FERRIEUX

PORTRAIT

Grantham : le berceau de Maggie

Le village avait son grand homme : Newton. Il a maintenant sa grande dame.

De notre envoyée spéciale en Grande-Bretagne

« Les choses que j'ai apprises dans mon village natal m'ont permis de gagner les élections. » En franchissant en 1979 le palier du 10 Downing Street, la Dame de fer a d'abord eu une pensée douce pour ses origines middle class.

Celle qu'on a aussi surnommée « la Passionaria des banlieues » ou « la Madone des privilégiés » s'est souvenue de la petite Margaret Hilda Roberts, aux cheveux courts ondulés, et de son père Alfred, l'épicier de Grantham sur la grand-route vers l'Ecosse. Mais qu'a donc de particulier cette ravissante petite ville de 30 000 habitants, située à 200 kilomètres au nord de Londres, pour avoir donné le jour à la première femme Premier ministre de Grande-Bretagne ? A Grantham, il y a marché au bétail tous les jeudis. Sur la route de North Parade, une plaque de marbre noir rappelle qu'ici naquit Maggy,

Les deux profils d'un même visage

Deux villes, deux visions radicalement opposées de la Grande-Bretagne. Glasgow, au nord, avec ses chômeurs, ses taudis et le mépris de l'Angleterre chic. Winchester, au sud, avec ses rues propres, sa société « clean » et sa bonne conscience.

Les maudits de Glasgow

De notre envoyé spécial en Ecosse

C'est une de ces villes qu'on s'attend à découvrir rude et noire, mais qui révèle des trésors de tendresse sur elle-même. C'est un endroit à vous flanquer le cafard d'avance, mais qui étonne par sa volonté de se battre pour survivre. C'est un des plus vieux creusets de la révolution industrielle, dévasté par la crise économique, mais qui affiche aujourd'hui partout son nouveau slogan : « *Glasgow miles better* », un jeu de mots qui signifie tout à la fois que Glasgow va mieux et qu'elle a retrouvé le sourire.

« *La plus grande qualité de Glasgow est son optimisme résolu* », écrivait en 1974 le *Financial Times* à propos de la métropole écossaise, l'une des premières villes de Grande-Bretagne. A l'époque, tout convergait déjà pour la rayer de la carte. C'était la ville de la violence et des taudis, fuie par sa propre population (passée de 1 million à 750 000 aujourd'hui), alignant

les plus noirs records : le plus haut chômage et le plus bas revenu moyen, la plus forte mortalité dans ses quartiers à la Dickens, qui avaient pour nom Gorbals, Possil ou Castlemilk. Les célèbres chantiers navals de la Clyde River, qui avaient lancé le « *Queen Mary* » et le « *Queen Elizabeth* », ont fermé leurs portes. Ils étaient plus de vingt autrefois, il n'en reste que deux aujourd'hui, qui tournent au ralenti. La métallurgie, l'industrie textile ont plongé elles aussi. A l'ère des restructurations et de la mode high tech, Glasgow, c'était un peu Dunkerque, Longwy et Le Creusot réunis en une seule ville.

A quoi s'ajoutait le solide mépris que l'Angleterre chic lui a toujours porté, au point de développer chez ces solides Écossais un véritable complexe de classe, le *scottish cringe*. C'est vrai qu'ils sont différents, les Écossais. Directs et chaleureux, un peu « ploucs » avec leur accent rugueux, mais le cœur gros comme ça, soupe au lait mais généreux, l'antithèse des gentlemen classiques avec leurs bonnes manières et leur raffinement distant. Chauvins impénitents — ici on soutenait

l'Argentine contre l'Angleterre durant le dernier Mondial — mais les meilleurs soldats du royaume, debout comme un seul homme pour aller défendre la Couronne aux Malouines.

Alors, dans cette ville qui souffre mais qui ne se plaint pas, où le chômage atteint 22,4 %, et dépasse même 50 % dans certains quartiers, comme Dalmarnock, on imagine l'effet de ce ténor du Parti conservateur déclarant récemment : « *Si les gens du Nord veulent du travail, ils n'ont qu'à prendre leurs bicyclettes pour venir dans le Sud.* » Edwina Currie, ministre de la Santé du gouvernement Thatcher, a fait mieux encore dans le genre Marie-Antoinette confrontée aux malheurs du bon peuple. « *Les gens du Nord, a-t-elle tranché, sont en mauvaise santé parce qu'ils mangent trop de frites, fument trop et boivent trop de bière.* » C'est peut-être, au fond, ce que l'Angleterre ne pardonne pas à Glasgow. D'être un peu comme une verrue du royaume qui résume les vicissitudes de ce pays de 3,5 millions de chômeurs, dans lequel 6 millions de personnes dépendent directement de l'aide sociale, de cet empire qui fut la troisième

Les nantis de Winchester

De notre envoyé spécial en Angleterre

« *Bonjour et bienvenue!* » C'est écrit en français à l'entrée du Wykeham Arms, un vieux pub de Winchester tapi à l'ombre de la célèbre cathédrale. Ce matin-là, on fête l'arrivée du beaujolais nouveau. Les habitués et les invités lèvent le coude avec entrain en dégustant une assiette de haddock. Le vicaire de la cathédrale est venu en voisin avec son épouse, qui évoque gravement les frais d'entretien de l'église. Comme c'est aussi le jour de la charité pour les enfants nécessiteux, chacun jette des billets d'une livre dans un landau qu'une jeune dame patronnesse promène entre les tables. *Charming, isn't it?*

Les fêtes de charité ont toujours un succès fou à Winchester. C'est qu'on y a le cœur sensible, mais aussi cette indifférence de bon ton aux malheurs du monde. Il est vrai qu'ici on ne les connaît guère. Une si jolie petite ville, Winchester (32 000 habitants). Une vraie carte postale du Hampshire, avec ses rues propre-

tes, ses prestigieux vestiges, ses boutiques coquettes qui en font un condensé de l'Angleterre traditionnelle et prospère. Dans High Street, la rue piétonnière et commerçante, une seule boutique possède une enseigne lumineuse, par faveur de la municipalité. C'est Boots, le plus ancien drugstore. A la gare, une Jaguar Sovereign noire, avec chauffeur, attend le visiteur. Sur le fronton d'une église, on a affiché ce pieux propos de la religion bien comprise : « *Il vaut mieux croire en Dieu que d'avoir confiance en l'homme.* »

Après Glasgow, ici, on se sent sur une autre planète. Le cadre, les gens, bien sûr, mais aussi le taux de chômage le plus bas de toute l'Angleterre (4 %), et les plus hauts salaires, le plus fort pourcentage national de diplômés et des prix immobiliers à l'avenant : 1 million de francs environ en moyenne pour acheter une maison convenable. Le seul endroit d'Europe, sans doute, où le chômage a diminué ces dernières années, et où l'agence locale pour l'emploi, voilà peu, manquait de place dans les vitrines pour afficher ses offres d'emploi. La dernière grève dont on se souvienne remonte à 1970. Le seul cri de révolte à Winchester, ces temps-ci, est celui du Comité contre la cruauté de la chasse, qui dénonce à

coups d'affiches indignées les misères des pauvres bêtes.

« *C'est vrai, la crise, on ne connaît pas* », avoue David Cowan, 43 ans, le secrétaire général de la mairie. L'unique souci de l'équipe municipale, conservatrice depuis des lustres, est de garder à Winchester

HIGH STREET, LA RUE PIÉTONNIÈRE

« *La crise,*



PHOTO BASIGNAC

puissance industrielle du monde et qui se relève aujourd'hui au dix-neuvième rang, derrière l'Italie.

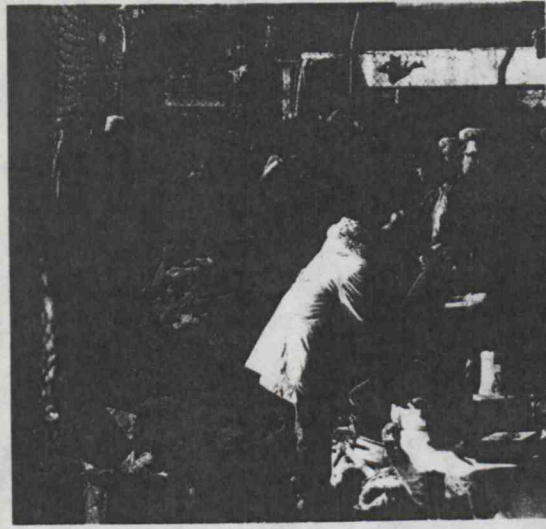
Il faut voir, en plein Glasgow, sous un pont de chemin de fer désaffecté, le vieux marché des immigrants irlandais, Paddy's Market, où une petite foule se presse chaque jour pour dénicher de vieilles nippes d'occasion déballées à même le trottoir. Il

et fenêtres murées, des dizaines d'immeubles gris et vides, des rues désertes où patrouillent seulement quelques vigiles chargés de garder les lieux. Il faut entendre, au Job Centre de Govan, ce chauffeur de poids lourd de 44 ans, Frank Dykes, deux ans et demi sans emploi, le visage usé de ceux qui n'y croient plus, raconter comment il survit avec 30 livres

politique délibérée de bas loyers dans les logements qu'elle possède (10 livres par semaine en moyenne), les trois quarts des locataires ont besoin de l'aide sociale pour pouvoir payer, et la moitié d'entre eux sont logés gratis.

Mais, sous la tourmente, cette ville serre les coudes et se défend. Bastion travailliste, la municipalité a engagé une énorme opération de rénovation immobilière pour changer son image aux yeux de ses propres habitants et attirer les investisseurs. Partout, les vieux entrepôts, les usines désaffectées sont ravalés et transformés en immeubles d'habitation ou de bureaux. Sous les vieilles façades noircies par les fumées d'antan renaissent de beaux immeubles victoriens. Délaissée par l'industrie, Glasgow mise aujourd'hui sur le tourisme, les services, le développement culturel. Elle vient d'ailleurs d'être désignée par la Communauté européenne comme capitale culturelle. « *Je crois qu'on a dépassé le point de non-retour, se réjouit Pat Lally, 50 ans, l'accent rocailleux et le teint fleuri, leader des travaillistes au conseil municipal. Cette ville renaît de ses cendres; les gens savent qu'on se bat pour eux, et ils se battent avec nous.* »

Et lorsque ce grand gaillard, né dans les taudis de Gorbals, vous confie avec une vraie tendresse: « *Pour rien au monde je ne voudrais vivre ailleurs qu'à Glasgow* », on en oublie ce condescendant touriste anglais qui, dans un restaurant chic de la ville, vous glisse sur le mode complice et vaguement méprisant: « *D'accord, ils parlent anglais, ces braves Ecossais, mais quel affreux accent, n'est-ce pas?* » ● DOMINIQUE AUDIBERT



LE QUARTIER GORBALS ET LES FRIPES DE PADDY'S MARKET

La misère, mais l'espoir

faut aller dans l'East End, à Barlanark, voir cette cité fantôme désertée par ses habitants tant les conditions de vie et la violence y étaient devenues dures, au point que la municipalité a préféré fermer la cité en attendant de la réhabiliter. Un décor d'après désastre nucléaire: portes

par semaine, et conclure sans colère: « *Je sais bien qu'il n'y a pas de solution miracle. Je voudrais seulement que ceux qui répètent qu'il y a toujours du travail pour ceux qui en veulent fassent mon expérience.* » Un chiffre qui en dit long: alors que la municipalité de Glasgow pratique une

son image d'excellence. La liste d'attente est obligatoire et impitoyable pour les entreprises qui projettent de s'y implanter. Et les rares élus doivent au préalable s'engager à payer les frais de recherches archéologiques sur les sites prévus. De toute façon, entre le tourisme (1 million

ET L'ARRIVÉE DU BEAUJOLAIS NOUVEAU

on ne connaît pas »



de visiteurs par an) et les gros et solides employeurs qui assurent des emplois stables et bien payés, Winchester n'a besoin de personne. « *Si Toyota arrivait ici demain en nous proposant la création de dix mille emplois, on pourrait se payer le luxe de leur dire d'aller plutôt s'implanter à Southampton* », avance David Cowan. Autant dire qu'on fuit ici, comme la peste, toute forme de pollution industrielle et humaine. « *C'est une attitude égoïste, concède David Cowan, mais c'est la seule façon de conserver Winchester telle qu'elle est.* » Lorsqu'on a proposé au dernier conseil municipal l'implantation d'une maison du troisième âge, les représentants des quartiers concernés ont fait valoir que cela pourrait faire baisser le prix de leur maison. Des vieux, quelle horreur!

Autre symbole local, le Winchester College. Une vieille et vénérable institution où l'on n'entre pas sans montrer patte blanche, où l'on s'inscrit des années à l'avance pour un prix de pension de 5 000 livres par an. Son objectif: former les meilleurs. Sa devise, qui figure sur le blason du collège: « *Manners make a man* », les manières font l'homme. Les châtiments corporels n'y ont officiellement disparu que depuis deux ans.

Comme on a quand même le sens de la promotion sociale, la tradition accorde des bourses d'études à 70 élèves sur les 600 que compte le collège. Les boursiers sont facilement reconnaissables: le règlement leur impose, et à eux seuls, de porter une blouse noire. Lorsqu'on s'en étonne devant le *headmaster*, il répond avec une candeur désarmante: « *Mais vous savez, c'est un vêtement très pratique pour eux.* »

Une si jolie petite ville, Winchester, oui vraiment. Tellement qu'on y étouffe au bout de vingt-quatre heures, qu'on y rêve de sueur et d'embouteillages, de mauvais loubards et d'ouvriers vulgaires, de contraste tout simplement. Au siège du *Hampshire Chronicle*, le rédacteur en chef, Steve Robinson, ne se souvient pas d'un seul meurtre à Winchester. C'est sans doute le seul journal au monde dont la une, comme celle du *Times* d'antan, soit faite uniquement de petites annonces. Quant au contenu, un habitant de Winchester le résume avec un humour délicieusement british: « *Si un avion s'écrasait sur la cathédrale, la nouvelle irait sans doute dans la rubrique religieuse. A moins qu'il n'y ait à ce moment-là un concert d'orgue, auquel cas, ça irait dans la rubrique musicale.* » ● D. A.

BERNE – Les autonomistes enlèvent la mairie

Moutier a basculé

L'enjeu était de taille, hier à Moutier, pour les élections communales: une bataille serrée entre jurassiens et probernois était attendue. Les autonomistes ont emporté une victoire totale, puisqu'ils ont acquis le siège du maire et obtenu la majorité à l'Exécutif. Moutier est aujourd'hui une ville autonomiste, tournée vers le Jura.

Page 45

Liesse et émotion dans les rues de Moutier, hier. (AP)



rt de C. Grant 10

1 prince
l'écran

italien 29

Juve
rasée

le au Palexpo 40

rétiens
brants

ations à Genève 38

otre
ossier

Interview de Margaret Thatcher



(Agip)

EXCLUSIF

Maggie inflexible

Le premier ministre britannique a accordé récemment une interview à notre correspondant à Londres, Marc Roche. Désarmement, relations avec les Etats-Unis, terrorisme, construction européenne et situation économique en Grande-Bretagne, sont les principaux thèmes abordés.

Page 2

Bingo '86

JEU No 9 A GAGNER:

Fr. 5500.-

BINGO

JACKPOT

Fr. 1000.-

Fr. 4500.-

55 30 16 51 81 79

6 28 78 60

Pour gagner le jackpot, vous devez avoir entouré vos 15 numéros jusqu'à et y compris le nombre limite de 46 numéros publiés. Nombre de numéros publiés à ce jour: 46.

LE POINT DE VUE

DE CHARLES WISARD



Le verrou saute à Moutier

Hier, le verrou bernois a sauté à Moutier. Les couleurs jurassiennes ont été hissées à l'Hôtel-de-Ville où s'installera le nouveau maire autonome, Jean-Rémy Chalverat, membre du Parti socialiste autonome. Il a obtenu 53,26% des suffrages contre 46,74% au maire sortant, le socialiste Rémy Berdat, soutenu par Force démocratique.

Sur cette lancée, les autonomistes remportent un siège supplémentaire à l'exécutif, ce qui donne un rapport de force de six contre trois probernois. La participation a été de 93,6%. Dans la nuit, l'avance jurassienne se confirmait pour le Conseil de Ville où l'écart pourrait être de 23 sièges contre 18.

Cette victoire, c'est celle de la jeunesse, une force de frappe qui s'est mobilisée pour repousser l'ours bernois des terres prévôtoises. Cette jeunesse n'acceptera jamais

le partage du Jura. Elle l'a crié haut et fort hier, dans les rues de Moutier. Mieux: elle l'a dit aux urnes.

La nouvelle majorité va relancer tout le problème jurassien, qui est celui de la réunification. Le nouveau maire, Jean-Rémy Chalverat, a été catégorique: «L'acte d'autodisposition du 23 juin 1974, faussé par les caisses noires bernoises est remis en cause. Cette fois, le Conseil fédéral devra bien nous écouter.»

Hier, le Jura bernois a perdu Moutier, sa cité la plus importante de par le nombre de sa population. Parce que Moutier est une ville charnière entre le canton de Berne et celui du Jura, la victoire autonomiste représente une épine dans le pied de mère patrie. Son sommeil tranquille sera perturbé avec le réveil qui a sonné à Moutier, pour lui rappeler que la question jurassienne n'a pas été définitivement réglée le 23 juin 1974.

W.

NETTOYAGES TAPIS CHAVAN S.A.



NETTOYAGE et RÉPARATIONS de tapis d'Orient – TAPISSERIES ANCIENNES
A domicile: MOQUETTES, TENTURES MURALES, LAMBREQUINS et MEUBLES

avenue Cardinal-Mermillod 15 – 1227 Carouge – ☎ (022) 42 60 43

Maggie inébranlable

LONDRES - Au pouvoir depuis 1979, Margaret Thatcher, visiblement, n'a pas encore sentiment du devoir accompli. Ne briguet-elle pas un troisième mandat, lors du prochain scrutin général, prévu en 1988, mais qui pourrait se tenir l'automne prochain? Un nouveau triomphe comme en 1983, le sien: ainsi parle la «dame de fer», la première ministre britannique, dominante, sur le plan politique, malgré l'usure du pouvoir, tous les sondages donnent les Tories gagnants. En ma-

tière économique, malgré des résultats pour le moins mitigés, la réorganisation est en marche.

Margaret Thatcher incarne une certaine idée de l'Angleterre, de sa destinée économique, de ses relations avec le reste du monde. Il fallait une personnalité hors du commun pour nous en faire saisir l'enjeu: Margaret Thatcher en personne, que nous avons rencontré au cours de cette interview exclusive pour la presse suisse.



Le premier ministre britannique envisage, très sérieusement, un troisième mandat. (AP/a.)

Fidélité aux Etats-Unis

Marc Roche - Après votre récente entrevue avec Ronald Reagan, percevez-vous une évolution de la position des Etats-Unis, en matière stratégique, depuis le sommet américano-soviétique de Reykjavik?

Margaret Thatcher - Oui, les Etats-Unis comprennent mieux, aujourd'hui, certains des impératifs européens en matière de défense qui, à nos yeux, peuvent ne pas être fondamentalement identiques aux leurs, mais si nous appartenons à la même alliance. Soyons clair: Reykjavik n'a donné lieu à des décisions, rien de nos propositions, d'ailleurs toutes contenues dans l'Initiative de défense stratégique (IDS). Donc, rien ne s'y est vraiment passé. Plusieurs des offres ont été déjà sur le tapis des négociations de Genève. Les questions relatives au démantèlement des arsenaux stratégiques peuvent seulement être discutées dans les moindres détails, à l'occasion d'une négociation, et non dans le cadre de sommets à ce niveau.

M.R. - Même s'il ne s'agit, de la part des Américains, que de propositions, l'offre, par exemple, de liquider toutes les armes nucléaires, n'est-elle pas dangereuse pour la sécurité de l'Europe?

M.T. - La deuxième partie des 50%, proposés à Reykjavik, me préoccupait, en dépit de la réaffirmation, par le président Reagan, que la dissuasion nucléaire demeure la pierre angulaire de la stratégie de l'Europe.

(A propos de l'IDS) « Disposer du dernier cri technologique est un impératif de notre sécurité. »

L'Otan, et que celle-ci doit reposer sur un assortiment d'armes nucléaires. A un moment, me semble-t-il, les Américains ont bien envisagé une combinaison de bombardiers et de missiles de croisière. Ce mixage est insuffisant.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC ROCHE

« Ils ont évolué depuis en incluant un certain nombre de missiles balistiques, ce qui est une bonne chose. Ces missiles sont dotés d'une capacité de pénétration de loin supérieure à celle des avions et des Cruise.

M.R. - Les Américains sont-ils d'accord pour ne pas inclure les forces indépendantes, françaises et britanniques, jusqu'à ce que soit obtenue une diminution de 50% des arsenaux stratégiques, américains et soviétiques?

M.T. - Le président Reagan accepte que les forces britanniques et françaises soient exclues des négociations portant sur les premiers 50%. M. Gorbatchev, aussi, je pense. Même en cas d'accord sur cette première tranche, ce qui n'est pas pour demain, l'inclusion des forces indépendantes d'Europe n'est pas du tout certaine. Des puissances moyennes comme la France et la Grande-Bretagne ont besoin d'un arsenal nucléaire dissuasif.

M.R. - Comment pouvez-vous aller à Camp David pour réclamer du président Reagan qu'il revienne sur son offre de liquider toutes les armes nucléaires, alors qu'une majorité de Britanniques est opposée au maintien d'une force de frappe indépendante?

M.T. - Le public, dans sa majorité, soutient notre dissuasion nucléaire. L'électorat nous a plebiscité en 1983 et le fera à nouveau lors du prochain scrutin (n.d.l.r.: au plus tard en juin 1988). La dissuasion nucléaire nous a garanti plus de quarante ans de paix. On ne peut laisser notre défense aux seules armes conventionnelles, qui sont terrifiantes, qui peuvent tuer des millions de gens.



alliance privilégiée avec les Etats-Unis. (UPI/a.)

Cap économique maintenu

M.R. - Les résultats économiques ont plutôt décevants, malgré le pétrole de la mer du Nord.

M.T. - Depuis 1981, notre croissance économique a été plus rapide que celle de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, et ce malgré la grève des mineurs (n.d.l.r.: en 1984-1985), alors que, tout au long de la décennie précédente, nous étions effectivement à la traîne des autres. Le pétrole de la mer du Nord a servi d'abord à réduire nos besoins d'emprunt, à diminuer les intérêts et à constituer une réserve d'approvisionnement extérieurs qui continueront de nous rapporter quand les revenus du pétrole vont se tarir. N'exagérez pas toutefois l'importance du pétrole de la mer du Nord pour notre économie, même lors de l'âge d'or, en 1985, il

ne constituait que 5% de notre produit national brut.

M.R. - Plus de 3,5 millions de chômeurs, vous appelez cela un succès?

M.T. - Les offres d'emplois sont à leur niveau le plus élevé depuis 1978. Un million d'emplois nouveaux ont été créés depuis 1983. Pour le troisième mois consécutif, le nombre de chômeurs a diminué. Il faut faire mieux, mais on y arrive lentement.

(A propos de l'économie) « Il faut faire mieux, mais on y arrive lentement. »

M.R. - L'aggravation des disparités régionales, entre le nord en crise et le sud prospère, n'est-elle pas la

preuve de l'échec de l'application tous azimuts du libéralisme économique?

M.T. - En Grande-Bretagne, et c'est le cas ailleurs, il y a toujours eu des disparités régionales. Ce qui se passe aujourd'hui n'est guère différent de la situation prévalant lors de notre arrivée au pouvoir, en 1979.

M.R. - Si l'économie va aussi bien que vous le dites, pourquoi la livre est-elle si basse?

M.T. - Ce réajustement de la parité a été provoqué par la diminution brutale des prix du pétrole. Désormais, les exportateurs sont mieux placés pour vendre leurs produits à l'étranger.

M.R. - L'ampleur de la déréglementation de la City de Londres, le célèbre « big bang », ne souligne-t-elle pas l'accent mis sur la finance au détriment de l'industrie?

M.T. - La restructuration de nos marchés financiers ne peut qu'aider l'industrie en améliorant l'économie britannique, en abaissant le coût de collecte de capitaux pour les entreprises.

M.R. - Les difficultés rencontrées dans la City par les promoteurs du tunnel sous la Manche ne sont-elles pas révélatrices de la persistance d'une mentalité « petite Angleterre »?

M.T. - La construction du tunnel sous la Manche constitue le symbole, autant physique que psychologique, de l'engagement britannique dans la Communauté européenne. Les fonds ont été finalement recueillis à temps pour réaliser le projet le plus ambitieux de l'histoire.

L'Europe à petits pas

M.R. - Etes-vous convaincue que l'IDS soit un bon parapluie pour l'Europe?

M.T. - Nous ne savons pas si le concept est réalisable. Nous sommes favorables à la poursuite des efforts de recherche (sur la guerre des étoiles). Pour négocier sur le développement, il faut d'abord savoir si le système est opérationnel. Comme le montre l'exemple de la Seconde Guerre mondiale, disposer du dernier cri technologique est un impératif de notre sécurité.

M.R. - Que pensez-vous de la proposition de M. Valéry Giscard d'Estaing de l'élection d'un président de la CEE au suffrage universel?

M.T. - J'y suis totalement opposée. La mayonnaise ne prendra pas. L'Europe est différente des Etats-Unis, c'est un ensemble d'Etats souverains, dotés d'une histoire, de traditions spécifiques. Le système actuel d'une présidence tournante marche bien. La Communauté ne peut progresser que si nous allons dans le sens voulu par tous, pas en allant contre notre nature.

M.R. - Si la coopération politique marque le pas, n'est-ce pas parce que vous avez en fait deux fidélités, l'Europe et les Etats-Unis?

M.T. - Affirmer qu'une identité de vues avec les Etats-Unis sur certains problèmes entrave la construction européenne est ridicule.

M.R. - Etes-vous satisfaite de la coopération européenne en matière de lutte contre le terrorisme?

M.T. - La coopération ne cesse de se développer. Désormais, tout membre de la Communauté, cible d'actions terroristes, peut compter sur une aide de ses partenaires, comme le montre l'affaire syrienne.

M.R. - Les positions successives de la France dans l'affaire Hindawi, condamnation de la Syrie au niveau européen, puis ménagement, vous paraissent-elles conciliables?

M.T. - A Londres, nous avons suivi le procès Hindawi jour après jour et les débats judiciaires ont eu un grand retentissement. Après le verdict, nous avons porté immédiatement l'affaire au niveau européen. Or, nos partenaires n'étaient pas totalement au courant de la gravité du forfait, de l'étendue des preuves, de l'ampleur de l'implication des Syriens. Ils ont pris un certain temps pour étudier le dossier que nous leur avons transmis. Quand ce fut fait, les Européens ont réagi en prenant des mesures punitives satisfaisantes.

M.R. - Que pensez-vous de la distinction faite par les autorités fran-

çaises entre l'implication « de » Syriens et du gouvernement de Damas proprement dit dans la tentative d'attentat contre l'avion israélien?

M.T. - Pour moi, la Syrie est responsable de cette tentative d'attentat. L'argument selon lequel l'ambassade syrienne s'est lancée dans cette action sans avoir reçu d'instructions en provenance de Syrie ne tient pas debout.

« Sur un plan général, on peut très bien à la fois lutter sans merci contre le terrorisme et continuer à œuvrer à la recherche d'une paix négociée au Proche-Orient, un problème qui est toujours d'actualité. »

« La Communauté (européenne) ne peut progresser que si nous allons dans le sens voulu par tous, pas en allant contre notre nature. »

M.R. - A propos de l'Afrique du Sud, votre opposition aux sanctions n'est-elle pas un combat d'arrière-garde?

M.T. - Priver les Noirs sud-africains de leur emploi, de leur gain, n'est ni pratique ni moral. Tel est le résultat de sanctions économiques globales. Comme on l'a vu dans le passé, ces mesures punitives rendent les autorités sud-africaines encore plus bornées. Il ne faut pas de doute qu'un changement réel interviendra en Afrique du Sud, mais de l'intérieur, pas à la suite de pressions extérieures.

RÉDACTION DE La Suisse

Redacteur en chef responsable: Eric Lehmann.
 Redacteur en chef adjoint: Marc Heyd.
 Membres de la rédaction en chef: Georges Kohler (chef d'édition), Michel Baettig, Chels de rubrique: Philippe Roy (Informations étrangères), Léonard Montavon (Informations suisses), Daniel Hagler (Secretariat de rédaction), Michel Baettig (Informations économiques), Jean-Jacques Rosselet (Informations sportives), Raoul Riesen (Société), Jean-Pierre Gattioni (Informations genevoises), Michel Bonel (Culture), Françoise Champinac (département Promotion), Rossana Cambi (Documentation), Paul-André Maye (Projets informatiques rédactionnels).
 Tel. (022) 21 77 11. Fax 21 03 34. Télex 427 1996

Pour un maximum de progrès dans un minimum de temps

Cours intensifs ANGLAIS-FRANÇAIS

Prochaine session: 8 décembre

ASC, 12 ans de succès en formation linguistique

72, rue de Lausanne - 1202 Genève - Tél. (022) 31 85 20
 angle rue Rothschild 18-5101

LE POINT

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION / 7 DECEMBRE 1986

SIDA
c'est
l'épidémie
du siècle

**DÉFENSE
TERRORISME**

**Thatcher joue
l'Europe**



M2405/741/16 F

ALLEMAGNE	5,30 DM	ODE BRETAGNE	€1,20
ANTILLES FR	15 F	ERE	€1,70 INC TAX
AR SAOUDITE	125 SR	GUYANE FR	15 F
AUTRICHE	35 Sch	HAITI	1,80 \$
BELGIQUE	90 FB	ILE REUNION	15 F
CAMEROUN	950 CFA	ITALIE	4500 L
CANADA	2,95 \$ Can	LUXEMBOURG	80 FL
CENTRAFIQUE	900 F CFA	MAROC	10 DH
CONGO	875 F CFA	PORTUGAL	220 ES
COTE D'IVOIRE	900 F CFA	SENEGAL	900 F CFA
EGYPTE	2500 LE	SUISSE	4,20 FS
ESPAGNE	300 Ptas	TUNISIE	0,900 DTU
GABON	900 F CFA	U.S.A.	2,50 \$

Défense-terrorisme

Thatcher joue l'Europe

Margaret Thatcher reçoit cette semaine à Londres les chefs d'État et de gouvernement de la CEE. En exclusivité pour « Le Point », elle s'explique sur la défense, l'Europe, le terrorisme.

Le 5 décembre, Margaret Thatcher recevra chez elle, à Londres, les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté. Pour l'hôtesse du 10 Downing Street, présidente en exercice de la CEE, jouer ainsi un premier rôle international, même s'il n'est pas une nouveauté, doit être une satisfaction d'autant plus vive qu'il consacre une longévité exceptionnelle — sept ans — à la tête du gouvernement d'un pays démocratique européen ; démontre que, en dépit d'un sens aigu de l'identité nationale britannique, la Dame de fer a appris à surmonter ses obsessions comptables, pour se convertir, par réalisme, à l'idée européenne ; souligne que, malgré son rang économique de puissance ordinaire, la Grande-Bretagne garde des atouts maîtres dans le jeu diplomatique et stratégique mondial.

La mission de *go between*, de messenger, que le Premier ministre vient de remplir à Camp David atteste de l'importance de ce dernier rôle : Margaret Thatcher est en

effet allée plaider devant le président Reagan la cause d'une Europe troublée par les propositions, pour le moins hâtives, faites à Gorbatchev, en Islande, sur un démantèlement total des fusées nucléaires ; propositions en apparence exaltantes, à ceci près qu'elles mettent les Européens à la merci des armes conventionnelles soviétiques...

C'est d'abord de ce problème, qui l'inquiète autant que François Mitterrand et Jacques Chirac, qu'elle était venue leur parler (en même temps que de l'Europe et du terrorisme), l'autre semaine à Paris, avant de répondre en exclusivité aux questions du *Point*.

Le Point : Après votre récente visite à Ronald Reagan, percevez-vous une évolution de la position des États-Unis, en matière stratégique, depuis le sommet américano-soviétique de Reykjavik ?

Margaret Thatcher : Oui, les États-Unis comprennent mieux aujourd'hui certains

des impératifs européens en matière de défense, qui, à bien des égards, ne peuvent pas être identiques aux leurs, même si nous appartenons à la même alliance. Soyons clairs : il ne s'est rien passé à Reykjavik, car Reykjavik n'a pas donné lieu à des décisions, rien qu'à des propositions, qui d'ailleurs tenaient compte de l'Initiative de défense stratégique (IDS). Donc, rien ne s'y est vraiment passé. D'ailleurs, ces questions de démantèlement des arsenaux stratégiques, lorsqu'il s'agit ainsi d'aller jusqu'aux moindres détails, sont du ressort d'une véritable négociation, et non pas de sommets entre Américains et Soviétiques à ce niveau.

Avec le président Reagan, à Camp David, nous avons examiné nos priorités et nous avons clairement souligné le caractère global du concept de sécurité. On ne peut changer une composante de cette sécurité sans se préoccuper des conséquences sur les autres et sans s'assurer que pour chacune, et chaque jour, on est cor-

MARGARET THATCHER AVEC MICHEL COLOMÈS ET MARC ROCHE

« La dissuasion nucléaire ne peut reposer seulement sur un mélange de bombardiers et de missiles de croisière »



PHOTOS BIDERMANAS

rectement protégé. Enfin, préserver notre sécurité, ce n'est pas seulement regarder le nucléaire, c'est aussi tenir compte du conventionnel et du chimique. [NDLR : domaines dans lesquels l'URSS a une supériorité écrasante.]

Q. : Même s'il ne s'est agi en Islande que de propositions et non d'accord avec les Soviétiques, l'offre américaine de liquider toutes les armes nucléaires n'est-elle pas dangereuse pour la sécurité de l'Europe ?

R. : C'est la proposition d'annulation des missiles balistiques au-delà des 50 % prévus qui me préoccupait beaucoup, en dépit de la réaffirmation par le président Reagan que la dissuasion nucléaire demeurerait la pierre angulaire de la stratégie de l'Otan et que celle-ci devait reposer sur un assortiment d'armes nucléaires. Il me semble que, dans cet ordre d'idées, les Américains ont envisagé un moment un mélange de bombardiers et de missiles de croisière. Une semblable combinaison est insuffisante.

Depuis, leur position a évolué, semble-t-il. Ils admettent qu'un certain nombre de missiles balistiques sont nécessaires, ce qui est mon avis. Les missiles balistiques sont dotés d'une portée et d'une capacité de pénétration de loin supérieures à celles des avions et des fusées.

Q. : Les Américains semblent d'accord pour ne pas inclure les forces de dissuasion française et britannique dans la négociation jusqu'à ce que soit obtenue une diminution de 50 % des arsenaux stratégiques américain et soviétique. Les Soviétiques sont-ils d'accord ? Et, surtout, cela ne veut-il pas dire implicitement qu'après ces 50 % ces forces feront l'objet de discussions ?

R. : Le président Reagan accepte en effet que les forces britannique et française soient exclues des négociations portant sur les premiers 50 %. Et Gorbatchev aussi, je pense. Mais, même en cas d'accord sur cette première tranche, ce qui n'est pas pour demain, l'inclusion automatique des forces de dissuasion indépendantes dans les pourparlers n'est pas du tout certaine. Des puissances moyennes comme la France et la Grande-Bretagne ont besoin d'un arsenal nucléaire dissuasif indépendant. C'est leur seul moyen de tenir tête aux super-grands ; quoi qu'il arrive, nous devons avoir une force de dissuasion minimale et qui soit irréductible.

Q. : Etes-vous plus favorable aujourd'hui que dans le passé à un resserrement des liens militaires, notamment sur le plan nucléaire, entre la France et la Grande-Bretagne ?

R. : Rien n'a vraiment changé à ce sujet. Des rencontres bilatérales portant sur les problèmes de sécurité ont eu lieu régulièrement depuis des années. Les Français ont opté pour un système de dissuasion différent du nôtre. La Grande-Bretagne a choisi de moderniser sa force de frappe en acquérant le Trident américain. Notre



“ Soyons clairs :
il ne s'est rien passé
à Reykjavik ”

arsenal est totalement indépendant, et la décision finale quant à son utilisation est l'affaire du gouvernement britannique, et de lui seulement, même si cette force nucléaire est au service de l'Otan.

Q. : Comment un Premier ministre britannique peut-il se rendre à Washington pour réclamer du président Reagan qu'il revienne sur son offre de liquider toutes les armes nucléaires, alors qu'une majorité de ses compatriotes est opposée au maintien d'une force de frappe indépendante ?

R. : Dans sa majorité, le public soutient la dissuasion nucléaire. L'électorat nous a plébiscités en 1983 et il le fera à nouveau lors du prochain scrutin. [NDLR : au plus tard, en juin 1988.] La dissuasion nucléaire nous a garanti plus de quarante années de paix. On ne peut laisser notre défense aux seules armes conventionnelles qui sont terrifiantes, et peuvent tuer des millions et des millions de gens. Les horreurs d'une guerre classique aujourd'hui sont sans aucune mesure avec celles du dernier conflit mondial.

Q. : Etes-vous convaincue que l'IDS est un bon parapluie pour l'Europe ?

R. : Nous ne savons pas si ce concept est réalisable. Mais je suis favorable à la poursuite des efforts de recherche. D'abord, pour négocier sur le développement du système, il faut savoir si ce dernier est réalisable. Ensuite, vous ne vous en souvenez peut-être pas comme moi, mais nous ne serions pas là si Hitler avait eu le premier la bombe atomique. Pour-

tant, nous n'étions pas riches dans les années trente, nous ne disposions pas encore d'une technologie très sophistiquée. Malgré tout, ces recherches sur l'atome, nous les avons faites, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, chez vous. Et, Dieu merci, nous sommes allés plus vite que Hitler ; Dieu merci, nos pilotes ont eu la compétence, l'adresse et le courage qu'il fallait pour aller bombarder les laboratoires allemands dont nous savions qu'ils faisaient des travaux sur l'eau lourde. Pourquoi je vous dis cela ? Parce que lorsque notre liberté et notre sécurité sont en jeu, l'Occident doit être à la pointe de la technologie. Et j'espère que la France partage ce point de vue, et soutiendra les Etats-Unis.

Q. : Par nature, la construction européenne est un processus lent. Comment l'accélérer ?

R. : En choisissant de réaliser ensemble ce que nous faisons mieux que chacun de notre côté. C'est le cas de la lutte contre le terrorisme, la drogue, la réponse au défi technologique des Etats-Unis et du Japon, l'établissement d'un grand marché européen...

Q. : La création du marché unique sans frontières d'ici à 1992 est un bon exemple. Tout le monde y est favorable, mais le projet n'avance guère.

R. : Inexact. Des accords importants, comme celui sur les normes de diffusion directe par satellite, ont été conclus récemment. L'instauration d'un grand marché est laborieuse, se heurte à des intérêts sectoriels importants défendus par certains pays membres, alors que notre intérêt à tous est de développer les échanges intracommunautaires. A ce propos, j'aimerais obtenir prochainement un accord sur les tarifs des transports aériens.

Q. : Ne faut-il pas doter la CEE de crédits accrus, au lieu de limiter ses ressources budgétaires comme vous le souhaitez ?

R. : Les ressources disponibles de la CEE sont déjà passées de 1 % à 1,4 % des recettes de TVA, justement pour augmenter les crédits et transferts financiers. Et cela au moment où nous nous efforçons, dans tous les pays, de réduire l'impôt, au lieu de l'augmenter. Aujourd'hui, la moitié du budget de la CEE sert au stockage et à la liquidation des excédents agricoles, limitant d'autant les crédits alloués aux autres programmes. Dépenser davantage ne règlera pas ce problème-là.

Q. : Que pensez-vous de l'idée de Valéry Giscard d'Estaing d'une relance de l'Europe grâce à l'élection, au suffrage universel, d'un président pour les Douze ?

R. : J'y suis totalement opposée. Ce genre de mayonnaise ne prendra pas, car la Communauté est un groupement d'Etats souverains, différents, avec une histoire, des traditions spécifiques. C'est totalement différent des Etats-Unis. La Communauté ne progressera qu'en allant dans la direction voulue par chacun, non pas en forçant notre nature.

Q. : La coopération politique marquée pas, n'est-ce pas parce que vous avez en fait deux fidélités : l'Europe et les Etats-Unis ?

R. : Il est ridicule d'affirmer qu'une identité de vues, de tel ou tel, avec les Etats-Unis, sur certains problèmes, entrave la coopération politique entre les Douze.

Q. : Le terrorisme figure en bonne place de l'ordre du jour du Conseil européen de Londres, début décembre. Etes-vous satisfaite de la coopération communautaire dans ce domaine ?

R. : Absolument. La coopération en matière de lutte contre le terrorisme ne cesse de se développer. Mais cela ne m'empêche pas de me demander parfois : « Mon Dieu, y a-t-il autre chose à faire que nous n'ayons fait ? » Les différentes déclarations communes de cette année ne laissent planer aucun doute quant à notre volonté de combattre ce fléau. Tout membre de la Communauté, cible d'actions terroristes, peut compter sur une réaction de ses partenaires. C'est la leçon à tirer de l'affaire syrienne. Quand la France a été frappée par la dernière vague d'attentats, Chirac m'a téléphoné, et nous avons déclenché immédiatement le mécanisme de coopération en réunissant les ministres de l'Intérieur.

Q. : Les positions successives de la France dans l'affaire Hindawi vous ont-elles gênée ?

R. : A Londres, nous avons suivi le procès Hindawi jour après jour, et les débats judiciaires ont connu un grand retentissement. Après le verdict, nous avons immédiatement porté l'affaire au niveau européen. Or nos partenaires n'étaient pas totalement au courant de la gravité du forfait, de l'importance des preuves, de l'ampleur de l'implication des Syriens. Ils ont pris un certain temps pour étudier le dossier que nous leur avons transmis. Quand ce fut fait, les Européens ont réagi en prenant des mesures de représailles qui nous satisfont totalement.

Q. : Que pensez-vous de la distinction faite par les autorités françaises entre

l'implication « de Syriens » et celle du gouvernement de Damas proprement dit dans la tentative d'attentat contre l'avion d'El Al ?

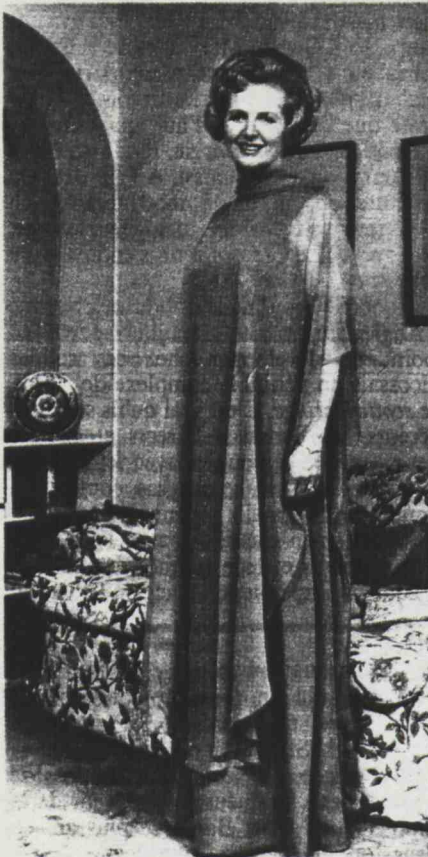
R. : Pour moi, la Syrie est responsable de cette tentative d'attentat. L'argument selon lequel l'ambassade syrienne s'est lancée dans cette action sans avoir reçu d'instructions de Syrie [from Syria] ne tient pas debout.

D'ailleurs, sur un plan plus général, on peut très bien à la fois lutter sans merci contre le terrorisme et continuer à œuvrer à la recherche d'une paix négociée au Proche-Orient.

Q. : Estimez-vous que le raid américain de représailles contre la Libye, en avril, a été aussi productif que l'a affirmé à l'époque le président Reagan ?

R. : En soutenant résolument les Etats-Unis lors de ce raid, nous avons pris la bonne décision. Quand vous êtes confronté à un Etat terroriste, ce qui est le cas de la Libye, dont le leader non seulement proclame son intention de soutenir des actes terroristes, mais s'en vante, vous devez réagir. Faute de quoi, il est gagnant. La décision des Etats-Unis de recourir à la force n'a pas été prise à la légère. Les terroristes doivent être conscients que nous sommes décidés à nous défendre. ●

(Interview recueillie par Michel Colomès et Marc Roche)



LE LOOK THATCHER

Une pensée émue pour la middle-class

PORTRAIT

Grantham : le berceau de Maggie

Le village avait son grand homme : Newton. Il a maintenant sa grande dame.

De notre envoyée spéciale en Grande-Bretagne

« Les choses que j'ai apprises dans mon village natal m'ont permis de gagner les élections. » En franchissant en 1979 le palier du 10 Downing Street, la Dame de fer a d'abord eu une pensée douce pour ses origines *middle class*.

Celle qu'on a aussi surnommée « la Passionaria des banlieues » ou « la Madone des privilèges » s'est souvenue de la petite Margaret Hilda Roberts, aux cheveux courts ondulés, et de son père Alfred, l'épicier de Grantham sur la grand-route vers l'Ecosse. Mais qu'a donc de particulier cette ravissante petite ville de 30 000 habitants, située à 200 kilomètres au nord de Londres, pour avoir donné le jour à la première femme Premier ministre de Grande-Bretagne ? A Grantham, il y a marché au bétail tous les jeudis. Sur la route de North Parade, une plaque de marbre noir rappelle qu'ici naquit Maggy,

le 13 octobre 1925, dans un deux-pièces sans eau chaude, WC sur le palier, au-dessus de la petite épicerie familiale. Le restaurant « Le Premier », qui, depuis, a remplacé la boutique, garde en souvenir un bout d'enseigne jauni : « Roberts Epicerie Alimentation ».

De son self-made man de père, Maggy a hérité une éducation stricte, le goût de l'effort et de la rigueur. Alfred, qui avait quitté l'école à 12 ans, était ambitieux pour ses deux filles. Actif sur les bancs tories du conseil municipal de Grantham, prêcheur méthodiste convaincu, et membre enthousiaste du Rotary Club, celui-ci a aiguillé tôt chez Margaret l'intérêt pour les affaires locales. Il faisait donner à sa fille des leçons privées d'élocution. « C'était une droguée du travail, qui savait ce qu'elle voulait », raconte John Foster,

62 ans, un voisin qui était en classe avec elle, et dont le père connaissait bien la famille Roberts. Car Maggy laisse le souvenir d'une enfant brillante : toujours première en classe, avec un an d'avance, boursière à l'âge de 18 ans pour Oxford (un fait rare à l'époque pour une provinciale)... Maggy reine des jeux à la récréation, vice-capitaine de l'équipe de hockey à l'école secondaire de Grantham, aussi assidue aux cours religieux du dimanche qu'à ceux de piano.

Qui, pourtant, aurait misé sur le destin national de la très jeune et malheureuse candidate tory de 24 ans (chimiste de profession) pour le siège de Dartford dans le Kent ? Margaret a rencontré sur les bancs de l'association conservatrice locale son futur mari, Denis Thatcher, riche patron d'une fabrique de peinture. Qui aurait parié, aussi, sur la carrière politique de ce député de Finchley (banlieue nord de Londres) et ministre — impopulaire — de l'Education, qui, sous prétexte de construire des écoles supplémentaires, avait fait supprimer leur ration de lait aux petits Anglais en 1972 ? Mais Grantham, après tout, a vu bien d'autres grands esprits sortir de ses maisons à colombage : Isaac Newton, le savant génial inspiré par la pomme, allait à King's School, l'école secondaire de garçons. A la Maison du tourisme, on prétend même que c'est surtout pour lui que les touristes viennent. ● EMMANUELLE FERRIEUX

Les deux profils d'un même visage

Deux villes, deux visions radicalement opposées de la Grande-Bretagne. Glasgow, au nord, avec ses chômeurs, ses taudis et le mépris de l'Angleterre chic. Winchester, au sud, avec ses rues propres, sa société « clean » et sa bonne conscience.

Les maudits de Glasgow

De notre envoyé spécial en Ecosse

C'est une de ces villes qu'on s'attend à découvrir rude et noire, mais qui révèle des trésors de tendresse sur elle-même. C'est un endroit à vous flanquer le cafard d'avance, mais qui étonne par sa volonté de se battre pour survivre. C'est un des plus vieux creusets de la révolution industrielle, dévasté par la crise économique, mais qui affiche aujourd'hui partout son nouveau slogan : « *Glasgow miles better* », un jeu de mots qui signifie tout à la fois que Glasgow va mieux et qu'elle a retrouvé le sourire.

« *La plus grande qualité de Glasgow est son optimisme résolu* », écrivait en 1974 le *Financial Times* à propos de la métropole écossaise, l'une des premières villes de Grande-Bretagne. A l'époque, tout convergait déjà pour la rayer de la carte. C'était la ville de la violence et des taudis, fuie par sa propre population (passée de 1 million à 750 000 aujourd'hui), alignant

les plus noirs records : le plus haut chômage et le plus bas revenu moyen, la plus forte mortalité dans ses quartiers à la Dickens, qui avaient pour nom Gorbals, Possil ou Castlemilk. Les célèbres chantiers navals de la Clyde River, qui avaient lancé le « *Queen Mary* » et le « *Queen Elizabeth* », ont fermé leurs portes. Ils étaient plus de vingt autrefois, il n'en reste que deux aujourd'hui, qui tournent au ralenti. La métallurgie, l'industrie textile ont plongé elles aussi. A l'ère des restructurations et de la mode high tech, Glasgow, c'était un peu Dunkerque, Longwy et Le Creusot réunis en une seule ville.

A quoi s'ajoutait le solide mépris que l'Angleterre chic lui a toujours porté, au point de développer chez ces solides Écossais un véritable complexe de classe, le *scottish cringe*. C'est vrai qu'ils sont différents, les Écossais. Directs et chaleureux, un peu « ploucs » avec leur accent rugueux, mais le cœur gros comme ça, soupe au lait mais généreux, l'antithèse des gentlemen classiques avec leurs bonnes manières et leur raffinement distant. Chauvins impénitents — ici on soutenait

l'Argentine contre l'Angleterre durant le dernier Mondial — mais les meilleurs soldats du royaume, debout comme un seul homme pour aller défendre la Couronne aux Malouines.

Alors, dans cette ville qui souffre mais qui ne se plaint pas, où le chômage atteint 22,4 %, et dépasse même 50 % dans certains quartiers, comme Dalmarnock, on imagine l'effet de ce ténor du Parti conservateur déclarant récemment : « *Si les gens du Nord veulent du travail, ils n'ont qu'à prendre leurs bicyclettes pour venir dans le Sud.* » Edwina Currie, ministre de la Santé du gouvernement Thatcher, a fait mieux encore dans le genre Marie-Antoinette confrontée aux malheurs du bon peuple. « *Les gens du Nord, a-t-elle tranché, sont en mauvaise santé parce qu'ils mangent trop de frites, fument trop et boivent trop de bière.* » C'est peut-être, au fond, ce que l'Angleterre ne pardonne pas à Glasgow. D'être un peu comme une verrue du royaume qui résume les vicissitudes de ce pays de 3,5 millions de chômeurs, dans lequel 6 millions de personnes dépendent directement de l'aide sociale, de cet empire qui fut la troisième

Les nantis de Winchester

De notre envoyé spécial en Angleterre

« *Bonjour et bienvenue!* » C'est écrit en français à l'entrée du Wykeham Arms, un vieux pub de Winchester tapi à l'ombre de la célèbre cathédrale. Ce matin-là, on fête l'arrivée du beaujolais nouveau. Les habitués et les invités lèvent le coude avec entrain en dégustant une assiette de haddock. Le vicaire de la cathédrale est venu en voisin avec son épouse, qui évoque gravement les frais d'entretien de l'église. Comme c'est aussi le jour de la charité pour les enfants nécessiteux, chacun jette des billets d'une livre dans un landau qu'une jeune dame patronnesse promène entre les tables. *Charming, isn't it?*

Les fêtes de charité ont toujours un succès fou à Winchester. C'est qu'on y a le cœur sensible, mais aussi cette indifférence de bon ton aux malheurs du monde. Il est vrai qu'ici on ne les connaît guère. Une si jolie petite ville, Winchester (32 000 habitants). Une vraie carte postale du Hampshire, avec ses rues propre-

tes, ses prestigieux vestiges, ses boutiques coquettes qui en font un condensé de l'Angleterre traditionnelle et prospère. Dans High Street, la rue piétonnière et commerçante, une seule boutique possède une enseigne lumineuse, par faveur de la municipalité. C'est Boots, le plus ancien drugstore. A la gare, une Jaguar Sovereign noire, avec chauffeur, attend le visiteur. Sur le fronton d'une église, on a affiché ce pieux propos de la religion bien comprise : « *Il vaut mieux croire en Dieu que d'avoir confiance en l'homme.* »

Après Glasgow, ici, on se sent sur une autre planète. Le cadre, les gens, bien sûr, mais aussi le taux de chômage le plus bas de toute l'Angleterre (4 %), et les plus hauts salaires, le plus fort pourcentage national de diplômés et des prix immobiliers à l'avenant : 1 million de francs environ en moyenne pour acheter une maison convenable. Le seul endroit d'Europe, sans doute, où le chômage a diminué ces dernières années, et où l'agence locale pour l'emploi, voilà peu, manquait de place dans les vitrines pour afficher ses offres d'emploi. La dernière grève dont on se souvienne remonte à 1970. Le seul cri de révolte à Winchester, ces temps-ci, est celui du Comité contre la cruauté de la chasse, qui dénonce à

coups d'affiches indignées les misères des pauvres bêtes.

« *C'est vrai, la crise, on ne connaît pas,* », avoue David Cowan, 43 ans, le secrétaire général de la mairie. L'unique souci de l'équipe municipale, conservatrice depuis des lustres, est de garder à Winchester

HIGH STREET, LA RUE PIÉTONNIÈRE

« *La crise,*



ance industrielle du monde et qui se retrouve aujourd'hui au dix-neuvième rang, derrière l'Italie.

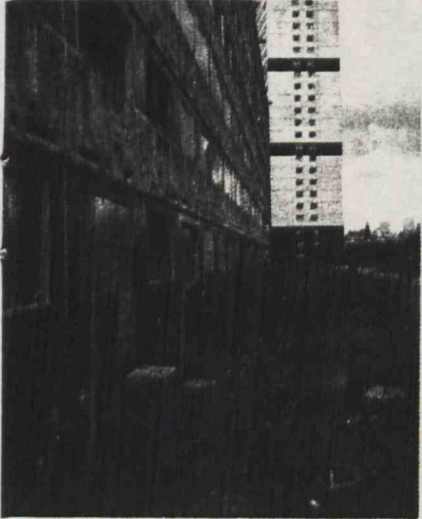
Il faut voir, en plein Glasgow, sous un pont de chemin de fer désaffecté, le vieux marché des immigrants irlandais, Paddy's Market, où une petite foule se presse chaque jour pour dénicher de vieilles nippes d'occasion déballées à même le trottoir. Il

et fenêtres murées, des dizaines d'immeubles gris et vides, des rues désertes où patrouillent seulement quelques vigiles chargés de garder les lieux. Il faut entendre, au Job Centre de Govan, ce chauffeur de poids lourd de 44 ans, Frank Dykes, deux ans et demi sans emploi, le visage usé de ceux qui n'y croient plus, raconter comment il survit avec 30 livres

politique délibérée de bas loyers dans les logements qu'elle possède (10 livres par semaine en moyenne), les trois quarts des locataires ont besoin de l'aide sociale pour pouvoir payer, et la moitié d'entre eux sont logés gratis.

Mais, sous la tourmente, cette ville serre les coudes et se défend. Bastion travailliste, la municipalité a engagé une énorme opération de rénovation immobilière pour changer son image aux yeux de ses propres habitants et attirer les investisseurs. Partout, les vieux entrepôts, les usines désaffectées sont ravalés et transformés en immeubles d'habitation ou de bureaux. Sous les vieilles façades noircies par les fumées d'antan renaissent de beaux immeubles victoriens. Délaissée par l'industrie, Glasgow mise aujourd'hui sur le tourisme, les services, le développement culturel. Elle vient d'ailleurs d'être désignée par la Communauté européenne comme capitale culturelle. « Je crois qu'on a dépassé le point de non-retour, se réjouit Pat Lally, 50 ans, l'accent rocaillieux et le teint fleuri, leader des travaillistes au conseil municipal. Cette ville renaît de ses cendres ; les gens savent qu'on se bat pour eux, et ils se battent avec nous. »

Et lorsque ce grand gaillard, né dans les taudis de Gorbals, vous confie avec une vraie tendresse : « Pour rien au monde je ne voudrais vivre ailleurs qu'à Glasgow », on en oublie ce condescendant touriste anglais qui, dans un restaurant chic de la ville, vous glisse sur le mode complice et vaguement méprisant : « D'accord, ils parlent anglais, ces braves Ecossais, mais quel affreux accent, n'est-ce pas ? » ● DOMINIQUE AUDIBERT



LE QUARTIER GORBALS ET LES FRIPES DE PADDY'S MARKET

La misère, mais l'espoir

faut aller dans l'East End, à Barlanark, voir cette cité fantôme désertée par ses habitants tant les conditions de vie et la violence y étaient devenues dures, au point que la municipalité a préféré fermer la cité en attendant de la réhabiliter. Un décor d'après désastre nucléaire : portes

par semaine, et conclure sans colère : « Je sais bien qu'il n'y a pas de solution miracle. Je voudrais seulement que ceux qui répètent qu'il y a toujours du travail pour ceux qui en veulent fassent mon expérience. » Un chiffre qui en dit long : alors que la municipalité de Glasgow pratique une

son image d'excellence. La liste d'attente est obligatoire et impitoyable pour les entreprises qui projettent de s'y implanter. Et les rares élus doivent au préalable s'engager à payer les frais de recherches archéologiques sur les sites prévus. De toute façon, entre le tourisme (1 million

ET L'ARRIVÉE DU BEAUJOLAIS NOUVEAU
on ne connaît pas »



de visiteurs par an) et les gros et solides employeurs qui assurent des emplois stables et bien payés, Winchester n'a besoin de personne. « Si Toyota arrivait ici demain en nous proposant la création de dix mille emplois, on pourrait se payer le luxe de leur dire d'aller plutôt s'implanter à Southampton », avance David Cowan. Autant dire qu'on fuit ici, comme la peste, toute forme de pollution industrielle et humaine. « C'est une attitude égoïste, concède David Cowan, mais c'est la seule façon de conserver Winchester telle qu'elle est. » Lorsqu'on a proposé au dernier conseil municipal l'implantation d'une maison du troisième âge, les représentants des quartiers concernés ont fait valoir que cela pourrait faire baisser le prix de leur maison. Des vieux, quelle horreur !

Autre symbole local, le Winchester College. Une vieille et vénérable institution où l'on n'entre pas sans montrer patte blanche, où l'on s'inscrit des années à l'avance pour un prix de pension de 5 000 livres par an. Son objectif : former les meilleurs. Sa devise, qui figure sur le blason du collège : « Manners make a man », les manières font l'homme. Les châtiments corporels n'y ont officiellement disparu que depuis deux ans.

Comme on a quand même le sens de la promotion sociale, la tradition accorde des bourses d'études à 70 élèves sur les 600 que compte le collège. Les boursiers sont facilement reconnaissables : le règlement leur impose, et à eux seuls, de porter une blouse noire. Lorsqu'on s'en étonne devant le headmaster, il répond avec une candeur désarmante : « Mais vous savez, c'est un vêtement très pratique pour eux. »

Une si jolie petite ville, Winchester, oui vraiment. Tellement qu'on y étouffe au bout de vingt-quatre heures, qu'on y rêve de sueur et d'embouteillages, de mauvais loubards et d'ouvriers vulgaires, de contraste tout simplement. Au siège du Hampshire Chronicle, le rédacteur en chef, Steve Robinson, ne se souvient pas d'un seul meurtre à Winchester. C'est sans doute le seul journal au monde dont la une, comme celle du Times d'antan, soit faite uniquement de petites annonces. Quant au contenu, un habitant de Winchester le résume avec un humour délicieusement british : « Si un avion s'écrasait sur la cathédrale, la nouvelle irait sans doute dans la rubrique religieuse. A moins qu'il n'y ait à ce moment-là un concert d'orgue, auquel cas, ça irait dans la rubrique musicale. » ● D. A.

NOTE FOR THE FILE

This has been copied round
under compliments slip
to all those who received
CDP's letter to CB (FCO)
of 26.11.86, ie.

FCO

C/Ex

Home Sec

MOD

MAFF

DTI

Paymaster-Gen

D/Trans

RTA

SALLY

4.12.86

PROJET DE DECLARATION COMMUNE

1.- Les deux Ministres ont étudié un rapport commun sur l'état de la coopération bilatérale et les progrès réalisés depuis leur dernière rencontre en vue d'améliorer les relations franco-britanniques dans le domaine de la sécurité et de la défense.

2.- Ils ont noté avec satisfaction que de nombreuses liaisons réciproques permettaient de garder grand ouvert l'éventail des contacts entre les différents services et organismes homologues.

Les entretiens réguliers qui ont lieu au niveau des états-majors, d'armée à armée et entre les services chargés de l'armement et de l'équipement permettent de garder un degré suffisant d'interopérabilité, garantie de l'efficacité de la coopération entre les deux pays.

3.- Les entretiens et visites comprennent :

- a) de nombreuses escales de navires de surface et de sous-marins ;
- b) la poursuite des échanges d'unités de l'armée de terre et la participation de forces britanniques à des activités d'entraînement dans des camps de tir français ;
- c) la participation à des exercices de défense aérienne et de guerre électronique ;
- d) la coopération en matière de soutien et de logistique qui prévoit en particulier la mise au point des dispositions nécessaires au renfort et à l'apport d'avitaillement aux forces britanniques opérant en République d'Allemagne Fédérale

4.- Les Ministres ont également pris connaissance d'un rapport commun sur la situation en matière de coopération dans le domaine des armements. Ils ont noté qu'au delà des projets bilatéraux, les programmes en réalisation se situaient souvent dans un cadre trilatéral ou multilatéral. Parmi les principaux projets envisagés, ils ont noté les études d'experts en cours, relatives aux projets de systèmes de détection aéroportée, en vue de la recherche d'une solution commune, sans toutefois pouvoir préjuger du choix qu'effectueront chacun des deux pays. Les Ministres sont convenus qu'il existait des possibilités de coopération relatives notamment au missile anti-aérien à moyenne portée, ont insisté sur la

nécessité d'un passage aussi rapide que possible à la phase de développement, dans les premiers mois de 1987, pour les missiles anti-chars de troisième génération. Ils se sont félicités par ailleurs de la mise au point d'une formule d'achats d'armement croisés et de sa première application avec les "poissons autopropulsés" français et les radars de navigation britanniques. Ils ont à cet égard donné des directives à leurs représentants afin que se poursuivent ces nouvelles possibilités de coopération.

5.- Les Ministres ont également mené des entretiens approfondis et des échanges de point de vue sur les problèmes stratégiques et les questions touchant aux négociations en matière du contrôle des armements. Ils se sont entretenus en particulier de l'état des relations Est-Ouest et de la volonté des deux pays de soutenir l'action de l'UEO qui, sans remettre aucunement en cause l'existence et le rôle de l'Alliance Atlantique, constitue un facteur essentiel de la sécurité européenne.

6.- Les Ministres ont enfin chargé leurs états-majors et délégations de l'armement de s'assurer que les actions de coopération et de recherche de synergie entre les différentes composantes opérationnelles progresseraient et évolueraient pour tenir compte des progrès de la technologie et de la nécessité de conserver un degré convenable d'interopérabilité. Ils ont convenu que rapport leur serait fait des efforts accomplis d'ici à leur prochaine réunion.

UNOFFICIAL TRANSLATION : ANNEX A

ANGLO-FRENCH SUMMIT, 21 NOVEMBER 1986

Defence Ministers

1. The two Ministers studied a joint report on the state of bilateral cooperation and the progress made towards the improvement of Anglo-French relations in the area of security and defence since their last meeting.
2. They noted with satisfaction that numerous reciprocal exchanges had allowed them to keep wide open the range of contacts between various counterpart services and organisations. The regular discussions which had taken place between ~~Chiefs of Staff~~, armed forces and the services responsible for arms and equipment had ensured ^{the maintenance of} ~~continuing~~ a satisfactory degree of interoperability, which guarantees efficiency and cooperation between the two countries.
3. Meetings and visits have included the following:
 - (a) numerous port visits by ships and submarines;
 - (b) continuing exchanges of army units and the participation of British forces in training activities on French firing ranges;
 - (c) participation in aerial defence exercises and electronic warfare exercises;
 - (d) cooperation in the support and logistics areas, taking into particular account improvement of the necessary arrangements to reinforce and ^{offer logistic} support ~~supplies~~ to British forces serving in West Germany.

4. The Ministers also took note of a joint report on the state of cooperation in the armaments field. They noted that as well as bilateral projects many programmes underway were taking place in a trilateral or multilateral context. Amongst the principal projects envisaged, ^{they} took note of the expert studies already underway of airborne detection systems, with a view to seeking joint solutions but without prejudicing the ~~eventual~~ choices, to be made by each of the two countries. The Ministers agreed that there were possibilities of cooperation for example regarding medium-range anti-air missiles and also insisted on the need to pass as quickly as possible to the development phase, in the first months of 1987, for third generation anti-tank weapons. They noted with satisfaction the arrangement of a formula for reciprocal arms purchases and its first application with French 'self-propelled fish' and British navigation equipment. In this respect they gave instructions to their representatives so that new areas of possible cooperation are pursued.

5. The Ministers also had in-depth talks and exchanges of views on strategic problems and questions concerned with arms control negotiations. In particular they discussed the state of East/West relations and the desire of both countries to support the activities of the WEU which constituted an essential factor in European Security without in any way putting in question the existence and role of the Atlantic Alliance.

6. Finally the Ministers ordered their Staffs and armaments directorates to ensure ^{that} cooperation and synergic research activities between the different operational components should progress and evolve to take into account

technological progress and the need to maintain an appropriate degree of interoperability. The Ministers agreed that a report on what had been accomplished should be made to them before their next meeting.

1 - MOUTON

Les deux délégations ont procédé à un large échange de vues sur les graves difficultés traversées par ce secteur en France. Dans l'immédiat, elles ont confirmé leur volonté commune d'aboutir sur la base des propositions de la Commission, si possible avant la prochaine session du Conseil des Ministres à BRUXELLES, sur la dévaluation des taux verts dans le secteur du mouton, et celui de la viande bovine; il en est de même pour la saisonnalisation de la prime à la brebis.

La délégation française a souligné l'urgence, reconnue par la Commission lors du dernier Conseil, d'un réexamen du règlement ovin 1980 : les deux délégations ont convenu d'étudier en commun les améliorations à apporter à ce règlement.

Dans le domaine strictement agri-monnaire, les deux délégations attendent du rapport de la Commission qu'il prenne en compte l'objectif de réalisation du marché unique.

2 - REFORME DE L'ORGANISATION DE MARCHÉ SUR LA VIANDE BOVINE

La France a rappelé à ses partenaires britanniques, qui assurent la Présidence du Conseil des Communautés jusqu'à la fin de décembre, son attachement au maintien du régime d'intervention dans ce secteur quitte à l'adapter et son rejet d'un système qui comporterait le remplacement de ce mécanisme par la mise en place de primes compensatrices.

La délégation britannique est en accord avec la délégation française pour aménager le régime de l'intervention mais reste attachée au système des primes.

3 - LAIT

Dans le domaine laitier, les 2 délégations sont bien conscientes du problème posé par l'importance des stocks de beurre et de poudre et de la nécessité de maîtriser la production communautaire. La délégation britannique souhaite arriver à une solution dès le prochain Conseil. Le Ministre français de l'Agriculture a rappelé son opposition formelle à toute solution unilatérale de la communauté qui ne tienne pas compte de la vocation exportatrice de notre agriculture, et qui fige nos structures de production.

UNOFFICIAL TRANSLATION : ANNEX B

ANGLO-FRENCH SUMMIT, 21 NOVEMBER 1986

Agriculture Ministers1. Sheepmeat

The two delegations held a large exchange of views on the grave difficulties being experienced by this sector in France. For the immediate future they confirmed their mutual desire to arrive at the conclusion, if possible before the next session of the Council of Ministers in Brussels, based on the Commission's proposals, of a devaluation of green rates in the sheepmeat and beef sectors. The French delegation underlined the urgency, recognised by the Commission at the last Council meeting, of a re-examination of the 1980 Sheep regulation. The two delegations agreed to study jointly the improvements that could be made to this regulation.

On the specific question of agricultural currencies, the two delegations expect the Commission's report to take into account the objective of realising the common market.

2. The Organisational Reform of the Beef Market

France reminded its British partners (who are Presidency of the Council of Ministers until the end of December) of its commitment to the intervention régime in this sector, even if it is to be adapted, and of its rejection of a system which would include the replacement

/of

of this mechanism by putting in place compensatory premiums.

The British delegation agrees with the French delegation on improving the intervention regime but remains attached to the premium system.

3. Milk

In the milk sector the two delegations were well aware of the difficulties posed by the ^volume of stocks of butter and butter-powder and the need to master community production. The British delegation hopes that a solution will be found at the next Council meeting. The French Minister of Agriculture reaffirmed his absolute opposition to any unilateral community solution which did not take into account the exporting mission of French agriculture and which froze French production structures.